

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**B\*CAPITAL**

Société anonyme au capital de 4 301 829 euros.  
Siège social : 1, boulevard Haussmann, 75009 Paris.  
399 223 437 RCS Paris

**Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 2019.**

**I. BILAN ET HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2018**

En milliers d'euros au 31 décembre	Notes	2018	2017
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales et CCP		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	1 275 474	1 117 777
Opérations avec la clientèle	3.b	2 749	2 205
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c	1	1
Parts dans les entreprises liées	3.c	20 186	13 388
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles	3.f	3	164
Immobilisations corporelles	3.f	8	14
Actions propres		-	-
Autres actifs	3.d	46 215	16 582
Comptes de régularisation	3.e	24 870	26 787
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 369 506</b>	<b>1 176 918</b>
<b>DETTES</b>			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	634 873	542 618
Opérations avec la clientèle	3.b	689 132	582 282
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	3.d	12 582	14 391
Comptes de régularisation	3.e	12 348	17 038
Provisions pour risques et charges	3.g	3 809	4 040
Dettes subordonnées		-	-
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>1 352 744</b>	<b>1 160 369</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	5.b		
Capital souscrit		4 302	4 302
Prime d'émission		5 636	5 636
Réserves		4 159	4 180
Résultat de l'exercice		2 665	2 431
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>16 762</b>	<b>16 549</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 369 506</b>	<b>1 176 918</b>
<b>HORS-BILAN</b>		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		32	14
Engagements sur titres		54 717	68 603
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		54 717	68 604

## II. COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2018

En milliers d'euros au 31 décembre	Notes	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	2.a	9 164	9 269
Intérêts et charges assimilés	2.a	(2 140)	(1 565)
Revenus des titres à revenu variable	2.b	692	191
Commissions (produits)	2.c	39 851	42 847
Commissions (charges)	2.c	(6 381)	(10 069)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2.d	4	(107)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		-	177
Autres charges d'exploitation bancaire		(1 027)	(933)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>40 163</b>	<b>39 810</b>
Frais de personnel	4	(13 979)	(14 261)
Autres frais administratifs		(22 442)	(22 042)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		(166)	(246)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>3 576</b>	<b>3 261</b>
Coût du risque	2.e	(17)	(28)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>3 559</b>	<b>3 233</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2.f	212	143
Dotations nettes aux provisions réglementées		-	-
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>3 771</b>	<b>3 376</b>
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	2.g	(1 106)	(945)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>2 665</b>	<b>2 431</b>

## III. ANNEXES

### GENERALITES

Les comptes annuels de B\*CAPITAL sont intégrés dans les comptes annuels consolidés établis par BNP Paribas ; ces derniers sont disponibles au siège de BNP Paribas, sis 16 boulevard des Italiens, F-75009 Paris.

### 1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR B\*CAPITAL

#### 1.a PRINCIPES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables françaises en vigueur, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

#### 1.b REGLES GENERALES

Les comptes de B\*CAPITAL sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

#### 1.c METHODES COMPTABLES

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens (prix d'achat et frais accessoires, mise en service) à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ou à leur coût de production.

## Immobilisations

Les intérêts des emprunts ne sont pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les acquisitions de logiciels.

Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement selon la méthode linéaire sur la durée probable d'utilisation du logiciel dans un délai maximal de 3 ans.

Quant aux coûts de maintenance de logiciels, ils sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initiale.

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par le matériel informatique, le mobilier, les installations et agencements. Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire. En particulier, les durées d'amortissement sont de 20 ans pour les installations générales et techniques, de 10 ans pour les agencements et de 5 ans pour le matériel informatique. Les créances et les dettes ont été enregistrées à leur valeur nominale.

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués aux prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

Lorsque la valeur d'usage des participations est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est constituée à hauteur du différentiel.

Les provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

Engagement en matière de retraite : le personnel de la Société de bourse bénéficie d'indemnités de départ et autres avantages liés à l'ancienneté.

Les charges et produits sont comptabilisés selon le principe de séparation des exercices.

Les courtages et commissions sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations pour leur montant net de remises.

En ce qui concerne les principales catégories de comptes propres aux Entreprises d'Investissement, les méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

## Comptes d'opérations avec la clientèle

Les dépréciations des créances clients sont évaluées au cas par cas en fonction des risques de non recouvrement à la clôture.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

La restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance.

## Comptes de négociations et de règlements

Ces comptes enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte de tiers dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

## Opérations de transactions sur titres

Les titres de transaction, acquis en vue d'une cession à court terme, sont comptabilisés au bilan en opérations de transactions sur titres. Ils sont évalués à la valeur du marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé en date de clôture dans les résultats de l'exercice. Ce principe s'applique aux titres figurant au poste « erreurs et omissions ».

## Opérations de placement

Les titres de placement, acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à 6 mois, sont enregistrés au bilan à leur prix d'achat hors coupon couru. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués par rapport à leur valeur de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

## Opérations libellées en Devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les produits perçus et les charges payées en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du jour de leur perception ou de leur paiement.

Les produits et les charges courus en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

## Les avantages consentis au personnel sont classés en quatre catégories :

- **Les avantages à court terme** tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- **Les indemnités de fin de contrat de travail** versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité. Elles résultent notamment de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation du contrat de travail.
- **Les avantages postérieurs à l'emploi** constitués notamment par des compléments de retraite bancaire et par les primes de fin de carrière. Ils font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. La valeur des actifs de couverture éventuels est déduite du montant de l'engagement provisionné. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 B\*CAPITAL applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont désormais comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.
- **Les avantages à long terme** qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférent à des services passés est comptabilisé immédiatement.

## Impôts sur les sociétés

B\* CAPITAL enregistre comptablement ses impôts différés depuis 2010.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, B\* CAPITAL comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Enfin, la société B\* CAPITAL fait partie du groupe fiscal BNP Paribas depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2018

### 2.a MARGE D'INTERETS

En milliers d'euros	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>9 164</b>	<b>(2 123)</b>	<b>9 269</b>	<b>(1 565)</b>
- Comptes à vue, prêts et emprunts	9 164	(2 123)	9 269	(1 565)
- Titres reçus (donnés) en pension livrée	-	-	-	-
<b>Clientèle</b>	-	<b>(17)</b>	-	-
- Comptes à vue, prêts et comptes à terme	-	(17)	-	-
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	-	-	-	-
- Titres de placement	-	-	-	-
<b>Produits et charges d'intérêts</b>	<b>9 164</b>	<b>(2 140)</b>	<b>9 269</b>	<b>(1 565)</b>

### 2.b REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

En milliers d'euros	2018	2017
	Produits	Produits
Parts dans les entreprises liées	692	191
<b>Revenus des titres à revenu variable</b>	<b>692</b>	<b>191</b>

Les dividendes reçus concernent intégralement des dividendes versés par la société de bourse PORTZAMPARC.

### 2.c COMMISSIONS

En milliers d'euros	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 326	(4 863)	1 395	(7 878)
Prestations de services financiers	38 525	(1 518)	41 452	(2 191)
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>39 851</b>	<b>(6 381)</b>	<b>42 847</b>	<b>(10 069)</b>

### 2.d GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

En milliers d'euros	2018	2017
Résultat sur opérations de titres de transaction	4	(106)
Résultat sur opérations de change	-	(1)
<b>Résultat sur portefeuille de négociation</b>	<b>4</b>	<b>(107)</b>

### 2.e COUT DU RISQUE, PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES OU RISQUES

En milliers d'euros	2018	2017
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice :	(17)	(28)
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>(17)</b>	<b>(28)</b>

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 536</b>	<b>1 535</b>
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	17	28
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées	-	(29)
Variations de parités monétaires et divers	1	2
<b>Provisions pour créances douteuses</b>	<b>1 554</b>	<b>1 536</b>

Les provisions se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Provisions déduites de l'actif</b>	<b>1 554</b>	<b>1 536</b>
- Relatives aux créances sur la clientèle	1 554	1 536
<b>Provisions pour créances douteuses ou risques</b>	<b>1 554</b>	<b>1 536</b>

## 2.f GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

En milliers d'euros	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	-		-	
- Cessions	-		-	
- Provisions	-		-	
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>212</b>		<b>143</b>	
- Cessions	-		-	
- Provisions	212		143	
<b>Immobilisations d'exploitation</b>	-		-	
<b>Total</b>	<b>212</b>		<b>143</b>	
<b>Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés</b>	<b>212</b>		<b>143</b>	

## 2.g IMPOT SUR LES BENEFICES

En milliers d'euros	2018	2017
Impôts courants de l'exercice	(1 003)	(1 729)
Impôts différés de l'exercice	(103)	784
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>(1 106)</b>	<b>(945)</b>

## 3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

### 3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Prêts et créances</b>	<b>1 275 474</b>	<b>1 117 777</b>
- Comptes ordinaires débiteurs	746 829	649 130
- Comptes à terme et prêts	528 645	468 647
<b>Titres et valeurs reçues en pension (b)</b>	-	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1 275 474</b>	<b>1 117 777</b>
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>3 645</i>	<i>3 647</i>

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Dépôts et emprunts</b>	<b>634 873</b>	<b>542 618</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	34 891	27 645
- Comptes et emprunts	599 982	514 973
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>634 873</b>	<b>542 618</b>
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>524</i>	<i>431</i>

### 3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En milliers d'euros	2018	2017
Prêts et créances	2 749	2 205
<b>Opérations avec la clientèle - Actif</b>	<b>2 749</b>	<b>2 205</b>

Le total des prêts et créances sur la clientèle, ventilé par contrepartie se décline comme suit :

En milliers d'euros	2018		Total	2017		Total
	Encours sains	Encours douteux nets de provision		Encours sains	Encours douteux nets de provision	
Clientèle financière	-	-	-	-	-	-
Entreprises	74	-	74	2 014	-	2 014
Entrepreneurs	-	-	-	-	-	-
Particuliers	2 665	10	2 675	187	4	191
Autres non financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2 739</b>	<b>10</b>	<b>2 749</b>	<b>2 201</b>	<b>4</b>	<b>2 205</b>

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Dépôts</b>	<b>689 132</b>	<b>582 282</b>
- Comptes ordinaires créditeurs	462 077	401 132
- Comptes d'épargne à régime spécial	227 055	181 150
<b>Opérations avec la clientèle - Passif</b>	<b>689 132</b>	<b>582 282</b>

Les Plans d'Epargne en Actions ouverts par les clients de B\*CAPITAL dans ses livres constituent l'intégralité du poste Comptes d'épargne à régime spécial.

### 3.c TITRES DETENUS/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
<b>Autres titres détenus à long terme</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<i>dont provisions</i>	-	-	-	-
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

En milliers d'euros	2018		2017	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
<b>Parts dans les entreprises liées (1)</b>	<b>20 186</b>	<b>20 186</b>	<b>13 388</b>	<b>13 388</b>
<i>dont provisions</i>	<i>(1 702)</i>	-	<i>(1 914)</i>	-
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	<b>20 186</b>	<b>20 186</b>	<b>13 388</b>	<b>13 388</b>

(1) Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble de consolidation (C. Com art. R 123-196-9°).

En milliers d'euros	Valeurs brutes					Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/2018	Acquisitions	Rembts et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2018	01/01/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2018	2018	2017
Participations et ATDLT (note 3.c)	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1
Parts dans les entreprises liées (note 3.c)	15 303	6 585	-	-	21 888	1 914	-	(212)	-	1 702	20 186	13 388
<b>Immobilisations financières</b>	<b>15 304</b>	<b>6 585</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21 889</b>	<b>2 056</b>	<b>-</b>	<b>(212)</b>	<b>-</b>	<b>1 702</b>	<b>20 187</b>	<b>13 389</b>

B\*CAPITAL a pris une participation dans le capital de la société de bourse PORTZAMPARC à hauteur de 51,01 % pour la somme de 9 029 278,40 euros en date du 8 Janvier 2009.

Durant l'exercice 2018, B\*CAPITAL a fait l'acquisition de titres de la société de bourse PORTZAMPARC pour 6 586 364,00 euros, portant ainsi sa participation dans le capital de la société de bourse à hauteur de 94,89 %.

Les articles 6, 7 et 8 du contrat prévoient des possibilités d'achats et de ventes complémentaires avec B\*CAPITAL et le Groupe familial PORTZAMPARC.



**3.d AUTRES ACTIFS ET PASSIFS**

En milliers d'euros	2018	2017
<b>Impôts différés - actif</b>	<b>1 190</b>	<b>1 292</b>
<b>Comptes de règlements opérations sur titres</b>	<b>1 253</b>	<b>2 126</b>
<b>Autres actifs divers</b>	<b>43 772</b>	<b>13 164</b>
- Dépôts et cautions	40 179	8 086
- Etat et Collectivités	2 605	3 002
- Autres comptes débiteurs	988	2 076
<b>Autres Actifs</b>	<b>46 215</b>	<b>16 582</b>
<b>Comptes de règlements opérations sur titres</b>	<b>736</b>	<b>1 272</b>
<b>Autres passifs divers</b>	<b>11 846</b>	<b>13 119</b>
- Fournisseurs	5 269	4 709
- Etat et Collectivités	1 615	3 629
- Personnel et cptes ratt.	4 252	4 445
- Autres comptes créditeurs	710	336
<b>Autres Passifs</b>	<b>12 582</b>	<b>14 391</b>

(1) Dans le cadre de l'activité SRD, Kepler Cheuvreux a demandé à B\*CAPITAL la constitution d'un dépôt de 30 m€ en cash. Ce dépôt a été constitué en avril 2018.

**3.e COMPTES DE REGULARISATION**

En milliers d'euros	2018	2017
Produits à recevoir (1)	3 461	4 567
Autres comptes de régularisation débiteurs	21 409	22 220
Provision autres comptes de régularisation débiteurs douteux	-	-
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>24 870</b>	<b>26 787</b>
Charges à payer	11 538	15 732
Autres comptes de régularisation créditeurs	810	1 306
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>12 348</b>	<b>17 038</b>

(1) Produits à recevoir essentiellement constitués de commissions de placement sur OPCVM et de commissions de courtier en assurance.

(2) Dont 19 992 723,63 EUR sur le compte Copartis pour couvrir l'activité quotidienne.

**3.f IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION**

En milliers d'euros	2018			2017
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	2 035	(2 032)	3	164
Fonds de commerce	8 403	(8 403)	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>10 438</b>	<b>(10 435)</b>	<b>3</b>	<b>164</b>
Equipement, mobilier, installations	153	(145)	8	14
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>153</b>	<b>(145)</b>	<b>8</b>	<b>14</b>

En milliers d'euros	Tableau des immobilisations				
	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions créations virements	Diminution cessions ou hors services	Autres	Valeur brute fin d'exercice
Logiciels informatiques	2 426	-	(391)	-	2 035
Fonds de commerce	8 403	-	-	-	8 403
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>10 829</b>	<b>-</b>	<b>(391)</b>	<b>-</b>	<b>10 438</b>
Equipement, mobilier, installations	841	-	(688)	-	153
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>841</b>	<b>-</b>	<b>(688)</b>	<b>-</b>	<b>153</b>

En milliers d'euros	Tableau des amortissements des immobilisations				
	Montants des amortissements début d'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : Sorties actif et reprises	Autres	Montants des amortissements fin d'exercice
Logiciels informatiques	(2 262)	(161)	391		(2 032)
Fonds de commerce	(8 403)				(8 403)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>(10 665)</b>	<b>(161)</b>	<b>391</b>	-	<b>(10 435)</b>
Equipement, mobilier, installations	(827)	(5)	687	0	(145)
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>(827)</b>	<b>(5)</b>	<b>687</b>	-	<b>(145)</b>

### 3.g PROVISIONS

En milliers d'euros	2017	Dotations	Reprises	Autres variations	2018
Provisions pour engagements sociaux	2 970	219	(173)	1	3 017
Autres provisions pour risques et charges	1 070	272	(550)	-	792
<b>Provisions</b>	<b>4 040</b>	<b>491</b>	<b>(723)</b>	<b>1</b>	<b>3 809</b>

## 4. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

En milliers d'euros	2018	2017
Salaires et traitements	(7 899)	(7 945)
Charges sociales et fiscales	(5 066)	(5 425)
Participation et Intéressement des salariés	(1 014)	(891)
<b>Total frais de personnel</b>	<b>(13 979)</b>	<b>(14 261)</b>

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance n'est pas fourni car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Au 31 décembre	2018	2017
Cadres	113	122
Non cadres	10	8
<b>Total</b>	<b>123</b>	<b>130</b>

## 5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.a EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	2018			2017		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	4 301 829	1	4 301 829	4 301 829	1	4 301 829
A la clôture	4 301 829	1	4 301 829	4 301 829	1	4 301 829
Bénéfice par actions			0,62			0,57

### 5.b TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES DU 31 DECEMBRE 2016 AU 31 DECEMBRE 2018

En milliers d'euros	Capital	Prime d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>4 302</b>	<b>5 636</b>	<b>6 718</b>	<b>16 656</b>
Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2016			(2 538)	(2 538)
Résultat de l'exercice 2017			2 431	2 431
Reprise provision d'investissement			0	0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2017</b>	<b>4 302</b>	<b>5 636</b>	<b>6 611</b>	<b>16 549</b>

Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2017			(2 452)	(2 452)
Résultat de l'exercice 2018			2 665	2 665
Reprise provision d'investissement			0	0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2018</b>	<b>4 302</b>	<b>5 636</b>	<b>6 824</b>	<b>16 762</b>

### 5.c INFORMATIONS SECTORIELLES

Les encours bilanciaux des opérations interbancaires et assimilées ainsi que des opérations avec la clientèle se répartissent géographiquement de la manière suivante :

En milliers d'euros	Opérations interbancaires et assimilées		Opérations avec la clientèle		Total par zone géographique	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
France	1 275 474	1 115 347	2 749	3 420	1 278 223	1 118 767
<b>Total des emplois</b>	<b>1 275 474</b>	<b>1 115 347</b>	<b>2 749</b>	<b>3 420</b>	<b>1 278 223</b>	<b>1 118 767</b>
France	634 873	542 618	689 132	581 067	1 324 005	1 123 685
<b>Total des ressources</b>	<b>634 873</b>	<b>542 618</b>	<b>689 132</b>	<b>581 067</b>	<b>1 324 005</b>	<b>1 123 685</b>

### 5.d ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En milliers d'euros	Opérations	Durée restant à courir					Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Provisions	
<b>Emplois</b>							
- Créances sur les établissements de crédit	750 474	25 000	55 000	165 000	280 000	-	1 275 474
- Opérations avec la clientèle	2 749	-	-	-	-	(1 554)	2 749
- Obligations et autres titres à revenu fixe				-	-		-
<b>Ressources</b>							
- Dettes envers les établissements de crédit	34 873	600 000	-	-	-	-	634 873
- Opérations avec la clientèle	462 077	-	227 055	-	-	-	689 132

## 6. PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT AU 31/12/2018 EN EUROS

#### ORIGINES :

• Bénéfice net de l'exercice .....	2 664 915,59
• Report à nouveau .....	14 914,39
• Réserves libres .....	
<b>Total.....</b>	<b>2 679 829,98</b>

#### AFFECTATIONS :

• Affectations aux réserves	
- Réserve légale.....	
- Réserve spéciale des plus-values à long terme .....	
- Autres réserves.....	
• Dividendes.....	2 667 133,98
• Report à nouveau.....	12 696,00
<b>Total.....</b>	<b>2 679 829,98</b>

Le dividende d'un montant de 2 667 133,98 euros à verser aux actionnaires de B\*CAPITAL – sur la base du nombre d'actions existantes au 31 décembre 2018 – correspond à une distribution de 0,62 euro par action au nominal de 1 euro.

**7. PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS DE B CAPITAL AU 31.12.18**

Libellé titre	SIREN	ADRESSE	Dev.	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue
				En milliers de devises		en %

I - Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur nette excède 1% du capital de B CAPITAL

## 1. Filiales (détenues à + de 50%)

PORTZAMPARC SOCIETE DE BOURSE	399223437	1 BD Haussmann - 75009 PARIS	EUR	4 500	7 044	94,89%
-------------------------------	-----------	------------------------------------	-----	-------	-------	--------

## 2. Participations (détenues entre 10 et 50%)

## II - Renseignements globaux concernant toutes les filiales et participations

En milliers d'euros	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur Comptable des titres détenus				
- Valeur brute	20 186	0	0	0
- Valeur Nette	20 186	0	0	0
Montants des prêts et avances accordés	0	0	0	0
Montants des emprunts	0	0	0	0
Montants des cautions et avals donnés	0	0	0	0
Montants des dividendes encaissés	0	0	0	0

**IV. AFFECTATION DU RESULTAT**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le résultat de l'exercice 2018, se solde par un bénéfice de 2 664 915,59 euros et elle approuve l'affectation qui lui est proposée par le Conseil d'Administration :

L'exercice 2018 fait apparaître un bénéfice de 2 664 915,59 euros dont nous proposons l'affectation suivante :

Résultat de l'exercice 2018 .....	2 664 915,59 €
Affectation en Réserve légale .....	0 €
Distribution de dividende .....	0 €
Montant à affecter au report à nouveau .....	2 664 915,59 €

Le report à nouveau initial est de 14 914,39 euros.

Après affectation du résultat 2018, le report à nouveau s'élève à 2 679 829,98 euros.

4 300 282 voix ont voté « pour » et 1 544 voix ont voté « contre » sur 4 301 829 voix.

Cette résolution est adoptée.

## V. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société B\*CAPITAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de contrepartie sur ses créances clients inhérent à ses activités (notes 1.c paragraphe comptes d'opérations avec la clientèle et 3.b de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi et à l'appréciation du risque de non-recouvrement des créances ainsi qu'à leur couverture par des dépréciations.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité (note 3.g de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces provisions, ainsi que les principales hypothèses utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 mai 2019  
Les commissaires aux comptes

Mazars  
Matthew BROWN

Deloitte & Associés  
Stéphane COLLAS

## **VI. RAPPORT DE GESTION**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public chez B\*CAPITAL au 16 rue de Hanovre 75002 Paris.